

# ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

---

## Informations du Guatemala



5<sup>e</sup> année / N° 232

du 7 au 13 août 1987

### POLITIQUE

L'accord du Guatemala

L'accord du Guatemala ne concerne pas ce pays

Le Guatemala sceptique sur le sommet

L'URNG réitère sa proposition de dialogue national

Appui au dialogue

Le gouvernement refuse de dialoguer avec l'insurrection

Les représentants de la Contra au Guatemala

Seul le respect des droits de l'homme peut garantir la paix

Les syndicalistes exigent le respect de la souveraineté

### ECONOMIE

Les problèmes de la dette extérieure

Le patronat exige la libéralisation de l'économie

### INSURRECTION

220 tués ou blessés en juillet pour l'armée

### DROITS DE L'HOMME

Cinq personnes assassinées

D'autres victimes

Un député assassiné

60P.12315

POLITIQUE

L'ACCORD DU GUATEMALA

Les cinq présidents centraméricains réunis dans la capitale guatémaltèque les 6 et 7 août ont approuvé le document connu sous le nom de "Esquipulas II" ; ce document comporte des modifications par rapport au plan de paix du président Oscar Arias et à l'acte de paix du groupe de Contadora de juin 1986.

Les modifications du plan Arias concernent un cessez-le-feu de 90 jours dans les pays où l'insurrection est présente, des élections libres au terme des mandats constitutionnels, l'interdiction de permettre aux autres pays d'utiliser le territoire national à des fins d'agression, la formation d'une commission internationale pour veiller sur le respect des accords.

La déclaration commune aborde les points suivants : poursuite de la recherche d'une paix ferme et durable en Amérique centrale, réconciliation nationale, exhortation à l'arrêt des hostilités, élections libres, démocratisation, arrêt de l'aide aux forces irrégulières ou aux mouvements insurrectionnels, négociations en matière de sécurité, vérification, contrôle et limitation des armements, réfugiés et coopération, démocratie et liberté pour la paix et le développement, établissement d'un calendrier de discussion, dispositions finales.

L'ACCORD DU GUATEMALA NE CONCERNE PAS CE PAYS

Le général Hector Gramajo, ministre de la Défense, a signalé le 8 août que le plan de paix signé par les présidents centraméricains ne s'applique pas au Guatemala ; l'armée analysera soigneusement le document avant de prendre position. Pour ce qui est d'un éventuel dialogue avec l'insurrection, la question ne se pose pas au Guatemala, "selon les propres termes du document, bien qu'il contienne des éléments très importants et positifs".

LE GUATEMALA SCEPTIQUE SUR LE SOMMET

Mario Quinonez Amezcuita, ministre guatémaltèque des Affaires étrangères a exprimé le 11 août son scepticisme sur les résultats du sommet d'Esquipulas II car "sans volonté politique, tout document reste lettre morte".

Au cours de déclarations à la presse locale, le ministre a estimé que le non accomplissement des engagements pris à Esquipulas rendrait la situation encore plus difficile face à la communauté internationale. Quinonez a confirmé la cessation de ses fonctions le 15 août.

#### L'URNG REITERE SA PROPOSITION DE DIALOGUE NATIONAL

Dans un communiqué publié dans la presse, l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque renouvelle sa proposition de dialogue avec le gouvernement Cerezo pour trouver "la solution au conflit armé interne" que connaît le pays depuis 1960.

Selon l'URNG un rapprochement constituerait le premier pas "vers l'ouverture d'un dialogue national de toutes les forces politiques et sociales du pays". Mais l'URNG se refuse à déposer les armes, condition du gouvernement à l'amorce d'un dialogue, non par "faiblesse, crainte, ou en conséquence de revers militaires", mais parce que cette position correspond aux "aspirations de différents secteurs pour construire une véritable démocratie".

#### APPUI AU DIALOGUE

Selon la presse du 12 août, les principaux partis politiques se sont prononcés en faveur de l'ouverture d'un dialogue entre le gouvernement et l'insurrection, sans autres conditions que la garantie de la sécurité des participants.

L'Union du centre national (UCN, seconde force électorale du pays), le Parti socialiste démocratique, le Parti révolutionnaire et le Mouvement de libération nationale (MLN, extrême-droite) se sont prononcés en ce sens.

#### LE GOUVERNEMENT REFUSE DE DIALOGUER AVEC L'INSURRECTION

Le gouvernement du président Cerezo n'a reçu aucune proposition officielle de dialogue de l'URNG, a déclaré le 11 août le directeur des relations publiques de la présidence, Julio Santos ; il a rappelé que le gouvernement exige l'intégration des insurgés au processus électoral comme condition à l'ouverture d'un dialogue.

Si cette "volonté se manifeste, alors nous entrerons en contact avec un représentant de ces groupes". Néanmoins, le président Cerezo considère qu'il ne peut s'agir que de "conversations" et non d'un dialogue politique.

#### LES REPRESENTANTS DE LA CONTRA AU GUATEMALA

Adolfo Calero, Pedro Joaquin Chamorro, Aristides Sanchez et Alfonso Robelo, représentants les plus importants de la Résistance nicaraguayenne (RN), sont arrivés le 5 août au Guatemala. Il s'agissait pour eux "d'être présents d'une manière ou d'une autre au sommet".

Adolfo Calero s'est adressé à une centaine de manifestants nicaraguayens exilés au Guatemala et aux groupes d'extrême-droite guatémaltèques. Selon Calero, la Contra ne doutait pas d'être prise en considération au cours du sommet.

Mario Solorzano a condamné la présence de la Contra et qualifié d'"irresponsable" l'attitude du gouvernement Cerezo en la matière.

#### SEUL LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME PEUT GARANTIR LA PAIX

Le 6 août, la Commission pour la défense des droits de l'homme en Amérique centrale (CODEHUCA) a adressé une lettre ouverte aux présidents des pays centraméricains réunis au Guatemala. Elle exprime sa conviction selon laquelle la paix constitue le présupposé de base au développement de ces peuples, et de leur survie en tant que nations indépendantes. L'intervention étrangère dans les questions internes comme les décisions politiques irrespectueuses des droits de l'homme constituent des facteurs de première importance dans la problématique de la région.

La communauté internationale, signale la CODEHUCA, est particulièrement préoccupée par les attaques systématiques perpétrées à l'encontre des défenseurs des droits de l'homme au Guatemala, au Salvador et au Honduras ; la CODEHUCA rappelle que le président Cerezo n'a pas tenu sa promesse et n'a pas enquêté sur le cas des milliers de disparus ; il a de plus attenté à la sécurité physique des représentants du Groupe d'appui mutuel (GAM).

#### LES SYNDICALISTES EXIGENT LE RESPECT DE LA SOUVERAINETE

Les représentants des centrales syndicales de plusieurs pays d'Amérique latine se sont réunis dans la ville Antigua Guatemala pour une conférence sur les droits de l'homme et les libertés syndicales. Au cours de la conférence de presse du 5 août, ils ont demandé aux présidents centraméricains d'agir en fonction des intérêts réels des peuples de la région.

Les délégués de l'Argentine, Brésil, Colombie, Costa Rica, Chili, Equateur, El Salvador, Haiti, Honduras, Mexique, Nicaragua et du Panama participaient à la conférence organisée par la Confédération internationale des organisations syndicales libres (CIOSL) et par sa représentation régionale en Amérique latine (ORIT).

#### ECONOMIE

#### LES PROBLEMES DE LA DETTE EXTERIEURE

Le 11 août, Hector Luna Troccoli, président de la commission des Finances du Congrès, a fait savoir que le Guatemala ne pourrait faire face à ses engagements financiers internationaux ; la facture pétrolière ne pourra pas être payée aux pays créanciers, le Mexique et le Venezuela. La facture de 1986 s'élève à 100 millions de US\$ au Venezuela et 143 pour le Mexique. Un moratoire de deux ans avait été concédé à l'époque. Il arrive à échéance début 88.

Selon Troccoli, la Banque du Guatemala cherche à emprunter 371 millions de dollars, destinés à renforcer la balance des paiements et à créer une réserve en devises.

## LE PATRONAT EXIGE LA LIBERALISATION DE L'ECONOMIE

Le Comité coordinateur des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières (CACIF) s'est prononcé le 5 août contre une éventuelle création d'impôts et a demandé la libéralisation de l'économie.

L'organisation patronale demande au gouvernement de diminuer les dépenses publiques, d'empêcher le déficit fiscal, de supprimer les ministères inutiles et de privatiser les entreprises nationalisées.

## INSURRECTION

### 220 TUES OU BLESSES EN JUILLET POUR L'ARMEE

La radio "Voz popular" estime à 220 environ le nombre de soldats tués ou blessés par les forces de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque au cours de combats soutenus au mois de juillet.

58 pertes ont eu lieu à San Marcos, 24 dans le Peten, 19 dans le Huehuetenango et 12 dans le Suchitepequez et Solola.

La radio porte-parole de l'URNG dénonce le recrutement forcé de jeunes par l'armée dans le département de Totonicapan, ainsi que la formation de nouvelles patrouilles civiles dans le Peten.

## DROITS DE L'HOMME

### CINQ PERSONNES ASSASSINEES

On a appris par la presse du 11 août et par des organismes d'assistance les assassinats, au cours des derniers jours, de cinq personnes enlevées dans différentes régions du pays.

Carmen Taracena, 50 ans, Juan Vincio Bartolo Vigil, 22 ans, Tomas Perez Mauricio, Victoriano Ajpop Ambrocio figurent parmi les victimes.

Juan José Fajardo Albanez, 27 ans, qui avait disparu le 27 juin, a été retrouvé gravement blessé et traumatisé le 8 août.

### D'AUTRES VICTIMES

Oliverio Garcia Pineda, Marcos Perez et trois hommes non identifiés ont été assassinés par balle après avoir été torturés. Leurs corps ont été retrouvés dans les départements de El Progreso, Totonicapan et Retalhuleu.

Le cadavre de Fredy Norberto Padilla Romero, 24 ans, a été retrouvé criblé de balles le 6 août.

### UN DEPUTE ASSASSINE

Victor Vicente Moscosa Machorro, député démocrate-chrétien du département de Chiquimula, a été assassiné par balle dans une rue de la localité. Son adjoint lui a tiré dessus. Selon certains députés il s'agit d'un assassinat politique.